1+1+1+

Conseil communal de Lausanne

Initiative : Interpellation urgente

Titre : **Face à la montée de l'antisémitisme à Lausanne, quelles mesures concrètes pour protéger les habitants et lutter contre la haine ?**

Initiants : Sabine Finci et consorts

Motif de l'urgence : La multiplication des actes antisémites dans la région lausannoise, notamment l'étoile de David marquée sur un immeuble le 12 octobre 2026, et les récents discours d'exclusion exigent une clarification rapide des mesures municipales de prévention, de protection et de lutte contre l'antisémitisme.

Depuis les massacres terroristes commis par le Hamas le 7 octobre 2023, les actes antisémites augmentent de façon préoccupante en Suisse comme ailleurs. Selon la CICAD, 2438 incidents ont été recensés en Suisse romande en 2025, contre 1789 en 2024, soit une hausse de 36 %[1].

Lausanne n'est pas épargnée. Le 12 octobre 2026, une étoile de David a été taguée sur la porte d'un immeuble abritant notamment des familles aux noms à consonance juive[2]. En septembre, un groupe d'individus a effectué des saluts nazis en ville[3]. Cet été, « & JEW » a été ajouté à un panneau d'interdiction aux chiens au parc de Milan[4], et la phrase « Un bon sioniste est un sioniste mort » a été signalée dans l'espace public[5]. Auparavant, une croix gammée a été gravée dans un immeuble.

D'autres actes à caractère antisémite ont été rapportés dans la région au cours de ces dernières années : une inscription « Juifs morts » à l'EPFL, « le ghetto des feujs » sur un mur à Lutry et « mort aux juifs » inscrit sur un bâtiment de la campagne vaudoise ; un salut nazi accompagné de « Heil Hitler » adressé à une enseignante juive ; ainsi qu'un élève traité de « sale juif » avec des saluts nazis dans des établissements scolaires vaudois.

Lors de manifestations à Lausanne, des slogans tels que « Pas de sionistes dans nos quartiers, pas de quartiers pour les sionistes » et « Tout le monde déteste les sionistes » ont été scandés, et des pancartes portant les inscriptions « Sionistes hors de Lausanne » ou « Be a human, not a Zionist » ont été brandies. Ces propos visent des personnes réellement ou supposément sionistes, les excluent, les stigmatisent et les déshumanisent. Le terme « sioniste » sert-il parfois à désigner et stigmatiser des Juifs quelle que soit leur conviction réelle ou supposée ?

[1] https://cicad.ch/wp-content/uploads/2026/03/Synthese-rapport-2025_compressed.pdf
[2] https://www.24heures.ch/antisemitisme-une-etoile-de-david-taguee-sur-un-immeuble-a-lausanne-481155949573
[3] https://www.20min.ch/fr/story/lausanne-saluts-nazis-agression-et-vol-plusieurs-jeunes-arretes-103629521
[4] https://www.24heures.ch/antisemitisme-une-etoile-de-david-taguee-sur-un-immeuble-a-lausanne-481155949573
[5] https://www.24heures.ch/antisemitisme-une-etoile-de-david-taguee-sur-un-immeuble-a-lausanne-481155949573

Durant ces rassemblements, il faut noter la présence des drapeaux du Hezbollah, du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et de la République islamique d'Iran. Plusieurs États désignent le Hezbollah et le FPLP comme organisations terroristes.
En avril 2026, le triangle rouge inversé, utilisé par le Hamas pour désigner des cibles dans ses vidéos de propagande, a accompagné le slogan « Sionistes hors de Lausanne ». En octobre dernier, il a été utilisé dans des appels à manifester diffusés par des organisations et groupes politiques reprenant la rhétorique du Hamas[6] et légitimant « la résistance du peuple palestinien, y compris armée »[7]. Le 10 octobre, sur la place de la Riponne, des manifestants ont scandé « De Lausanne à Gaza, yalla yalla intifada ». Si « intifada » signifie « soulèvement », le Hamas l'inscrit dans une stratégie de violence armée. Rappelons que le Hamas est interdit en Suisse depuis mai 2025. Certaines manifestations, dont celle du 10 octobre, ayant aussi entraîné des violences contre la police et des dégradations[8], ne faut-il pas prendre davantage au sérieux ces appels à l'« intifada » et leurs risques pour la sécurité publique, notamment celle de la communauté juive ?

Les intimidations touchent aussi l'exercice des libertés fondamentales. Lors des cortèges du 8 mars 2024 et 2025, des participantes dénonçant les violences sexuelles ont été prises à partie et exclues. En 2026, les organisateurs du cortège du 8 mars ont également annoncé exclure les « positions sionistes » de leur manifestation. En septembre 2025 et janvier dernier, des rassemblements autorisés ont subi intimidations et violences en marge de contre-manifestations. La liberté d'expression et de réunion exige que chacun puisse manifester et s'exprimer sans menaces ni violences, quelles que soient ses convictions, dans le respect de la loi suisse.

L'antisémitisme ne se limite pas aux actes et aux discours de haine : il affecte aussi la liberté de vivre ouvertement son identité juive. Selon une enquête suisse menée en 2024, 71,4 % des répondants juifs déclarent éviter de porter des symboles religieux ou identitaires visibles et 46,9 % rapportent avoir subi du harcèlement[9] antisémite au cours des douze derniers mois.
La lutte contre l'antisémitisme concerne toute la société et la défense de nos libertés fondamentales. Elle exige des mesures concrètes de prévention, de sensibilisation et de protection, notamment dans le cadre de la Stratégie nationale contre le racisme et l'antisémitisme 2026–2031[10], en collaboration avec les cantons et les communes. Cette réalité doit interpeller la Municipalité comme l'ensemble de la population lausannoise. Aucun citoyen ne devrait avoir à choisir entre affirmer son identité juive et vivre en sécurité.

Nous posons les questions suivantes à la Municipalité :

1. Comment la Municipalité se positionne-t-elle face au slogan « Pas de sionistes dans nos quartiers, pas de quartiers pour les sionistes » et aux pancartes « Sionistes hors de Lausanne » et « Be a human, not a Zionist », entendus et brandis lors de manifestations à Lausanne ? Considère-t-elle que ces propos puissent contribuer à un climat d'intimidation et d'exclusion pour les habitants juifs, notamment lorsqu'ils sont assimilés aux « sionistes » visés par ces messages ?

---

[6] https://www.watson.ch/fr/suisse/palestine/611820433-manif-propalestinienne-la-ville-de-lausanne-pose-ses-exigences

[7] https://www.instagram.com/p/DeO4KQQiNBU/?utm_source=ig_web_copy_link&mdxt=MzRlODBiNWFlZA==&srtk=MzRlODBiNWFlZA==

[8] https://www.watson.ch/fr/suisse/police/611228753-des-policiers-cibes-lors-d-une-manif-pro-palestine-a-lausanne

[9] https://www.frb.admin.ch/fr/qui-est-victime-de-discrimination?utm

[10] https://www.frb.admin.ch/fr/strategie-et-plan-d-action-contre-le-racisme-et-l-antisemitisme

2. Quelles mesures la Municipalité prend-elle pour garantir que chacun puisse manifester et exprimer ses convictions sans subir de menaces, d'intimidations ou de violences, notamment lors de contre-manifestations ?

3. La Municipalité considère-t-elle la lutte contre l'antisémitisme comme une priorité ? Quelles positions publiques le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) et les autres services municipaux ont-ils prises, et quelles actions ont-ils entreprises depuis octobre 2023 pour prévenir la montée de l'antisémitisme et soutenir les personnes concernées, notamment après le refus, en décembre 2025, d'une subvention ciblée de 100'000 CHF au profit du financement général du Fonds lausannois pour l'intégration ?

4. La Municipalité a-t-elle élaboré ou envisage-t-elle d'élaborer un plan d'action lausannois contre l'antisémitisme, en lien avec la Stratégie nationale 2026–2031 ? Entend-elle renforcer sa collaboration avec des organisations spécialisées dans la lutte contre l'antisémitisme ?

Lausanne, le 3 novembre 2026

Sabine Finci

Olivier Pasche
O. Pagué

Boudard
G. Aubert

J. Joliat